

## Un pour tous, tous pour un

La situation actuelle en Tunisie et en Égypte nous rappelle l'importance de la liberté et de l'égalité, celles-ci étant la base d'une société de bien être.

Même si les démocraties européennes sont fortifiées par des droits universels, nous ne pouvons pas fermer les yeux en se promenant sur les rues des villes, et ne pas voir la pauvreté installée devant les palais. Tout cela nous oblige à renouveler et renforcer la cohésion sociale européenne. Comme Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe l'a évoqué „Le grand projet européen après la guerre a commencé avec la prise de conscience [...] que tout le monde était dans le même bateau [...] et avec le même désir d'avoir une vie bonne et décente. Nous devons commencer à partir de ce point encore une fois.“

### Contre la précarité

„Lutter contre la pauvreté, la précarité, les discriminations et l'élargissement des inégalités“, „renforcer la cohésion sociale“, ou „citoyenneté démocratique inclusive de toute diversité“ sont les idées fortes d'une charte qui a été présentée par le Conseil de l'Europe (COE) et la Commission européenne le 28 février et 1<sup>er</sup> mars 2011 à Bruxelles.

Cette „Charte européenne des responsabilités sociales“ participatives vise à donner une réponse collective à la crise financière et économique. Cette réponse peut venir de l'ensemble des composantes de la société des 47 pays européens membres du COE dans un contexte économique et social globalisé qui doit mieux prendre en compte les générations futures.

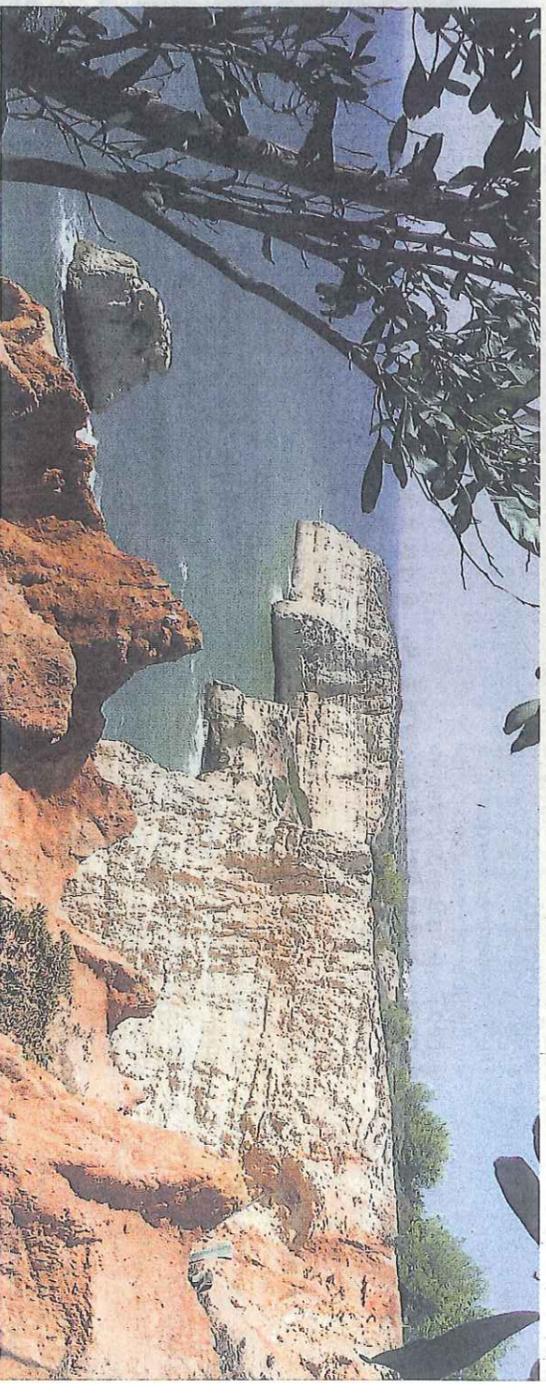
### Problèmes épineux

La proposition de cette charte insiste sur la coopération et la meilleure compréhension entre 3 acteurs principaux: le secteur public, le secteur privé et le citoyen. En effet aujourd'hui, se pose régulièrement la question de la prise en charge des responsabilités sur ces problèmes épineux. Cela relève-t-il du devoir des autorités locales, régionales ou nationales? Est-ce aux institutions européennes d'assumer cette responsabilité, ou aux acteurs du secteur public? Quel est le rôle du citoyen dans ces processus qui déterminent sa vie et celles de ses descendants? La Charte incite les parties prenantes à s'inspirer, reconnaître et valoriser les potentiels du secteur de l'économie sociale et solidaire ayant comme principes fondamentaux, la finalité des services à la communauté ou la contribution à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens.

Les participants du séminaire se sont réjouis de l'initiative, mais en regardant la liste de presque 400 experts, on ne voit qu'une quinzaine de noms ne représentant pas des institutions, des autorités publiques ou des ONG. Des lors on s'interroge: Où sont les représentants des entreprises? Où sont les citoyens eux-mêmes pour s'exprimer et donner leurs avis? La réussite des objectifs requiert la participation de toutes les parties prenantes. Ainsi, il est indispensable de leur en donner le pouvoir et de les en rendre capable. Sinon, cette Charte risque de n'être qu'un nouveau document à encadrer et accrocher au mur ... Agnes Gyölai, INEES

„Pactes européens“ en Algarve

# Une histoire de locomotive folle ...



En Algarve, „In Loco“ est devenu expert en matière de projets cogérés entre pouvoirs publics et groupes de citoyens

### Abilio Machado, OPE

C'est en Algarve que les „Pactes européens“ nous ont emmenés mi-février en voyage apprenant. Chez nos amis de l'association „In Loco“. Une randonnée à travers trente ans de développement du territoire, de défense de la citoyenneté et de préservation de la culture ... sous toutes ses formes.

C'est sympa l'Algarve en hiver, hormis la pluie et un chauffeur de taxi qui aurait pu faire carrière en Formule 1. On peut jouir du paysage d'une nature largement préservée, pleine d'une flore endémique, méditerranéenne, qui nous renvoie cruellement aux manques de nos systèmes éducatifs qui ne nous permettent pas de nommer les fleurs, les arbustes et les arbres ... On reconnaît tout de même le chêne liège et l'olivier, emblématiques de cette forêt vallonnée qui fait tampon entre la côte et les plaines de l'Alentejo.

### Le budget participatif

Aujourd'hui, le combat continue. Une trentaine de salariés, des activités foisonnantes, tant au niveau national qu'européen, „In Loco“ aide à la création d'entreprises, forme et accompagne des animateurs socioculturels dans les villages, organise des foires, propose des cours du soir ... Ils sont devenus experts en matière de projets cogérés entre pouvoirs publics et groupes de citoyens. C'est là que le concept de budget participatif prend toute son importance.

Parfois les idées folles peuvent mener loin: In Loco donne une nouvelle dimension au développement de la citoyenneté en favorisant l'implication. Le budget participatif en est un des outils importants. Pour résumer, le concept signifie que les citoyens peuvent s'organiser de façon à prendre part à l'élaboration, puis à la gestion d'investissements communaux qui concernent directement leur vie quotidienne. Un effort de pédagogie et de formation, qui s'adresse aussi bien aux citoyens qu'aux élus locaux, est absolument nécessaire. Car le budget participatif ne pose pas moins que la question d'une nouvelle forme de gouvernance locale plus directe et démocratique. Le concept de budget participatif est né en 1988 au premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre.

L'idée a fait du chemin depuis. Rien que dans cette ville, 150.000 personnes sont impliquées dans des budgets participatifs. Le phénomène a ensuite gagné le terrain de l'Amérique du Sud air celui de l'Europe. In Loco vient en tant qu'expert auprès d'entités impo comme la ville de Lisbonne gouvernement du Cap Y même auprès de l'ONU. E vaille actuellement à la co tion d'un réseau interna dans le but de consolider le concept et de faciliter les ges d'expériences, notamment par la mise en place d'un ternet qui propose des in tions et des outils de gest budgets participatifs. Cette initiative intéresse ne serait-ce que par son rience déjà longue de coll tion directe avec les comm traver ses associations (les CIG), qui forment de bles tables rondes citoi pour développer des proj plus près des besoins et des des habitants. Un savoir-f plus de dix ans maintenant Pour en savo

www.op-portugal  
www.info

Foire européenne des entreprises d'insertion à Barcelone

# L'économie solidaire et les marchés publics

La Foire européenne des entreprises d'insertion s'est tenue les 23 et 24 février derniers à Barcelone. L'occasion pour l'objectif Plein Emploi de reaffirmer son parti pris pour l'économie solidaire et de proposer un état des lieux sur la question des marchés publics au Luxembourg.

La foire a été un bel événement. Environ soixante-dix exposants, associations et coopératives de toute l'Espagne, réunis sous l'appellation d'entreprises sociales, y étaient représentées. La diversité bigarrée des stands, véritable vitrine du professionnalisme auquel le secteur s'est élevé, rendait bien compte du large éventail des produits et services mis en valeur. Entre des projets environnementaux prévenant les feux de forêts, de l'artisanat en tous genres, de la restauration typée et de bonne qualité, de la création de mode ou encore de la récupération d'objets second hand, il y avait à boire et à manger (au propre comme au figuré).



Photo: AP Photo/Markus Schreiber

La législation européenne propose des réponses par, entre autres, la pondération entre critères économiques et sociaux

### Revendications, encore et toujours ...

Parmi cette profusion, le stand d'ENSIE („European Network of

Social and Insertion Enterprises“), dont OPE fait partie. Sa présence ouvrait la foire à une flopée de pays européens, dont des nouveaux arrivés, tels la République Tchèque, la Roumanie, la Pologne et la Slovaquie.

Bien entendu, ce genre d'événements est toujours l'occasion de débats entre les intéressés et

rence sur les clauses sociales dans les marchés publics, quelle OPE était conviée à ser la situation luxembourgeoise. Le d'amblyé, du p vue économie solidaire la tion des marchés publics d largement le cadre restrei clauses sociales. Ces demi traduisent trop souvent p quotas sociaux que des o mes, notamment d'ins sont invités à remplir en traitement. Repindre l'éco en „social“, laisser les miét „exclus“ pour se donner conscience, appelez cela c vous voudrez, les questic fond demeurent.

La législation européenne pose des réponses par, entre autres, la pondération entre économiques et sociaux: ne doit plus primer sur l'égal développement durable, conditions de travail, d'entreprises solidaires à ce chés ... En somme, le sen convient de donner à l'aflic des deniers publiques. Le fait que le Luxembourg le seul pays en Europe à doté d'un „institute“ de l'Éco solidaire a suscité une ole port à Barcelone. Espérons question des marchés p trouve la place qu'elle dans l'action de ce-dernier Abilio Machado